
La Belgique s'aligne sur la déclaration faite par l'Allemagne au nom des co-plumes humanitaires par rapport aux conséquences de l'offensive à Idlib.

Je me limiterai à quelques remarques politiques :

1. Nous sommes gravement alarmés par l'escalade militaire en cours.

Nous soutenons la **lutte contre le terrorisme**. Mais, *jamais*, jamais, les efforts de lutte contre le terrorisme ne peuvent exonérer les parties de leurs obligations en vertu du droit international humanitaire, y compris les principes de distinction, de précaution et de proportionnalité.

2. Malheureusement, cette situation démontre que l'externalisation des travaux relatifs au **cessez-le-feu** au format d' Astana n'a pas fonctionné. Parmi les nombreux cessez-le-feu qui n'ont pas tenu, le dernier n'a duré que deux jours. Cette crise, et en particulier le risque d'erreurs de calcul potentielles à la suite d'affrontements entre différentes parties, présente des dangers énormes pour la paix et la sécurité internationales. En outre, on a vu ce scénario à maintes reprises, et on en connaît malheureusement très bien la fin: ce sont les civils qui en payent le prix. Nous appelons toutes les parties à faire preuve de **retenue maximale**. Nous attendons des NU, et en particulier de l'Envoyé Spécial qu'ils ne ménagent aucun effort à cette fin.

Nous appelons à une cessation des hostilités à l'échelle nationale conformément à la résolution 2254 (2015) de ce Conseil. Et nous appelons à une **solution négocié afin** de relever durablement les défis complexes dans le nord-ouest, comme dans l'ensemble de la Syrie. La seule voie vers la stabilité est une **solution politique crédible et inclusive** facilitée par les Nations unies, conformément à la résolution 2254 .

3. Au-delà de leur impact dévastateur sur les civils, les **bombardements en zone urbaine** détruisent des logements, des écoles, des hôpitaux, des réseaux d'électricité, de distribution d'eau,.... Comment la Syrie peut-elle bombarder ces infrastructures en zones urbaines, en s'attendant simultanément à ce que que la communauté internationale paye pour la reconstruction ? Nous réaffirmons que la Belgique, en ligne de la politique européenne, ne participera pas au processus de reconstruction, sans qu'une solution politique ne soit solidement en place.